



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 Place du général de Gaulle
CS 71354
68070 Mulhouse cedex 1

Mulhouse, le 16 décembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14 novembre 2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EDIB

ZA Jeune Bois
9 Rue du Vaucluse
68270 Wittenheim

Références : 0006705258_2024_11_14_EDIB_Wittenheim_Plaainte_VIIC
Code AIOT : 0006705258

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14 novembre 2024 dans l'établissement EDIB implanté 9 Rue du Vaucluse ZA Jeune Bois à Wittenheim (68270). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée suite à un signalement le 25 septembre 2024 de la ville de Wittenheim, pour des émissions importantes de poussières et des envols de déchets en provenance de la société EDIB.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDIB
- 9 rue Vaucluse ZA Jeune Bois 68270 Wittenheim
- Code AIOT : 0006705258
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Le site EDIB de Wittenheim appartient au groupe SUEZ. Il s'est réorienté vers le tri de déchets valorisables non dangereux. Le site ne réceptionne que des déchets industriels pour lesquels il réalise un tri avant envoi vers les exutoires finaux (recyclage, incinérateur, enfouissement).

Contexte de l'inspection :

- Signalement

Thèmes de l'inspection :

- émission de poussières

Référence réglementaire :

- arrêté préfectoral du 24 juin 2016 autorisant la société EDIB à exploiter une plateforme de tri, transit, regroupement de déchets non dangereux et de déchets dangereux et d'une déchetterie su 9 rue du Vaucluse à Wittenheim

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Envol de poussières et matières diverses	Arrêté Préfectoral du 24/06/2016, article 3.1.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une demande d'action corrective a été faite à l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Envol de poussières et déchets divers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2016, article 3.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières.
<p>Prescription contrôlée : <i>L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses provenant de la circulation d'engins, du stockage et du transport de produits dans l'installation.</i> [...]</p>
<p>Constats : Le service Prévention Sécurité de la ville de Wittenheim a transmis au service de l'Inspection un signalement le 25 septembre 2024 pour des envols récurant de poussières et de matériaux divers, en dehors du site du côté ouest.</p> <p>La visite a consisté à vérifier la zone de transit et de regroupement de déchets non dangereux non inertes située à l'ouest du site. Cette zone est implantée en extérieur. Elle n'est pas couverte. Elle est mitoyenne avec un garage et un centre de contrôle technique. Les déchets sont repartis entre deux box en forme de U, ouverts vers l'intérieur du site. Ils sont constitués de blocs en béton encastrables sur une hauteur de quatre mètres. La partie mitoyenne est surmontée d'un filet à petite maille d'une hauteur de trois mètres.</p> <p>Lors de la visite, il n'a pas été constaté d'envol de poussières sur le site. Les zones de transits et les voies de circulation étaient propres. Les filets de protection ne retenaient pas de déchets, mais il a été constaté la présence de zones colmatées par des amas de poussières. Les conditions météorologiques n'étaient pas propice à une dispersion des déchets entreposés. L'inspection s'est déroulée uniquement dans le périmètre de l'exploitation. Il n'a pas été constaté la présence de déchets en provenance du site dans le lit du Stockmattengraben ni sur la zone agricole au nord du site.</p> <p>Selon l'exploitant les manutentions de déchets sont limitées lors d'épisode de grand vent. Dans la mesure du possible les livraisons de déchets sont limitées voire reportées pendant ces périodes. L'exploitant a mis en place une procédure déclinant les actions associées. Une lance à incendie sert à asperger les déchets volatils lors des périodes sèches ou venteuses.</p>
<p>Observations : Le mode opératoire, consistant à arroser avec une lance incendie des déchets pour limiter les envols n'est pas le procédé le plus adéquat. Il entraîne une consommation d'eau importante avec un effet ponctuel nécessitant un renouvellement de l'opération à chaque déchargement de déchets. La percolation des eaux d'arrosage est susceptible d'entraîner une pollution des eaux pluviales pouvant altérer la qualité des rejets aqueux. Un réseau de brumisation suffisamment dimensionné pour éviter tous les envols de poussières serait plus adapté à la situation.</p>

Type de suites proposées : Sans suites